



Observatoire
de la sécurité des flux
et des matières énergétiques

LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE DU NORD

Focus sur l'Algérie



LES FICHES SUR L'ALGÉRIE – Juin 2021



À PROPOS DE L'OBSERVATOIRE.....	3
CARTE : L'ALGÉRIE, D'IMPORTANTES RESSOURCES DANS UN TERRITOIRE FRAGILISÉ	4
LES FICHES D'INTRODUCTION SUR L'ALGÉRIE	5
LE CONTEXTE POLITIQUE ET SÉCURITAIRE EN 2021	6
LA CONSOMMATION NATIONALE D'ÉNERGIE	7
LES FICHES SUR LE PROFIL ÉNERGÉTIQUE DE L'ALGÉRIE	9
LES RÉSERVES PÉTRO-GAZIÈRES.....	10
LA PRODUCTION DE PÉTROLE ET DE GAZ	11
LE RAFFINAGE DE PRODUITS PÉTROLIERS	13
LES EXPORTATIONS DE PÉTROLE ET DE GAZ.....	15
LES PRINCIPAUX ACTEURS INDUSTRIELS ET LEURS STRATÉGIES	18
LES FICHES SUR LES PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUE DE L'ALGÉRIE	19
LA DÉPENDANCE FINANCIÈRE À LA RENTE PÉTRO-GAZIÈRE	20
LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE NATIONALE	21



Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques

L'**Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques** (OSFME) est coordonné par l'Institut de relations internationales et stratégiques (**IRIS**), en consortium avec **Enerdata** et **Cassini**, dans le cadre d'un contrat avec la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (**DGRIS**) du ministère des Armées.

Au travers de rapports d'études trimestriels, de séminaires et de travaux cartographiques, l'objectif principal de cet observatoire consiste à analyser les stratégies énergétiques de trois acteurs déterminants : la **Chine**, les **États-Unis** et la **Russie**.

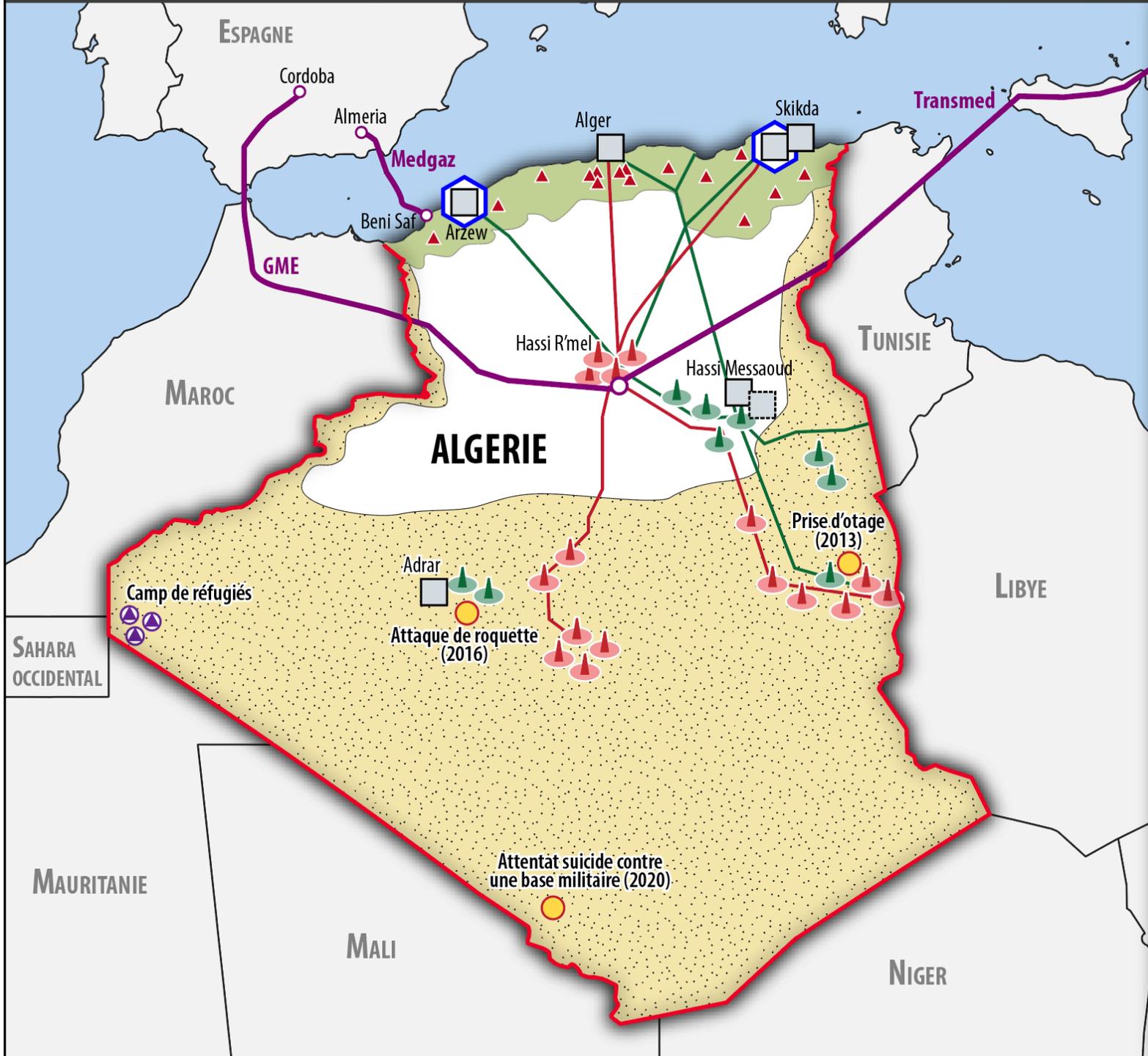
Plusieurs autres rapports de l'Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques (OSFME) sont déjà accessibles en ligne sur :

www.iris-france.org/observatoires/observatoire-securite-flux-energie/

- Rapport #1 - La Belt and Road Initiative et la stratégie de sécurisation des approvisionnements énergétiques chinois en Afrique
- Rapport #2 - Les investissements chinois, russes et américains dans le secteur énergétique européen
- Rapport #3 - Les nouvelles configurations des marchés du GNL et leurs implications géopolitiques
- Rapport #4 - La compétition internationale pour les technologies bas carbone : vers une nouvelle géopolitique de l'énergie ?
- Rapport #5 - Les stratégies nucléaires civiles de la Chine, des États-Unis et de la Russie
- Rapport #6 - L'alliance européenne des batteries : enjeux et perspectives européennes
- Rapport #7 - Les perspectives d'évolution des biocarburants : jeux des acteurs et enjeux fonciers



L'Algérie : d'importantes ressources dans un territoire fragilisé (2021)



- Gisement pétrolier
 - Gisement gazier
- ### INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES
- Oléoduc
 - Gazoduc
 - Gazoduc transnational
 - Raffinerie
 - Raffinerie (projet)
 - Terminal GNL
- ### ENJEUX POLITIQUES ET SÉCURITAIRES
- Concentration de la population
 - Zones dangereuses
 - Soulèvement populaire (Hirak) en 2019
 - Événement sécuritaire
 - Camp de réfugiés
 - Frontière poreuse ou en tension

LES FICHES D'INTRODUCTION SUR L'ALGÉRIE

SOMMAIRE INTERMÉDIAIRE

Le contexte politique et sécuritaire en 2021, en page 6

La consommation nationale d'énergie, en page 7

LE CONTEXTE POLITIQUE ET SÉCURITAIRE EN 2021

ALGÉRIE



Capitale	Alger	Superficie	2,3 millions de km ²
Régime	République	Chef d'État	Abdelmadjid Tebboune
PIB (PPA 2011)	495,6 milliards USD (2019)	Population	43,1 millions d'habitants (2019)

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, données disponibles au 18/06/2021/ Carte : mapchart.net

1962	Indépendance de l'Algérie
1962	Ahmed Ben Bella au pouvoir
1965	Houari Boumediene au pouvoir
1992	Début de la guerre civile algérienne
1999	Abdelaziz Bouteflika au pouvoir
2005	Charte pour la réconciliation nationale
2019	Février : début du mouvement du Hirak 19 déc. : Abdelmadjid Tebboune au pouvoir

La situation sociale, politique, économique et énergétique de l'Algérie est le fruit d'une histoire longue remontant à l'indépendance de 1962.

L'arrivée au pouvoir en 1999 d'Abdelaziz Bouteflika, soutenu par l'armée, a marqué la fin d'une guerre civile qui a opposé l'armée à des groupes islamistes.

Le souvenir de la « décennie noire » des années 90 explique en partie pourquoi le printemps arabe de 2011 eut peu d'échos en Algérie car il a contribué à limiter les velléités de contestation du pouvoir par la population.

Mais un vaste mouvement de contestation (Hirak), initié par des jeunes ayant grandi après la guerre civile en 2019, a conduit à la démission d'Abdelaziz Bouteflika.

En décembre 2019, le président Abdelmadjid Tebboune a été élu à la faveur d'un vote contesté et marqué par un taux d'abstention élevé.

La situation politique et sécuritaire en 2021

Après plusieurs mois de mobilisation et une politique répressive du pouvoir en place, le mouvement de contestation du Hirak semble enregistre un essoufflement progressif et a souffert d'une absence de représentation aux récentes élections législatives organisées à la mi-juin 2021.

L'attentisme voire l'immobilisme du pouvoir, passablement affaibli par les multiples affaires de corruption, et la défiance grandissante de la population, illustrée par son désintérêt pour les élections législatives anticipées du 12 juin 2021, font peser un risque certain sur la pérennité du système politique et craindre une véritable vacance du pouvoir en cas de chute réelle du régime, comme cela s'est vu dans lors des printemps arabes en Tunisie, Égypte et surtout Libye.

LA CONSOMMATION NATIONALE D'ÉNERGIE

ALGÉRIE

La consommation d'énergie de l'Algérie a plus que doublée en l'espace de 20 ans.

- La consommation d'énergie primaire a progressé de **136 %** entre 2000 et 2019,
- La consommation d'énergie finale a bondi de **190 %** au cours de la période
- La consommation d'électricité finale a décollé de **231 %** entre ces deux dates.

Le gaz est au cœur du mix énergétique de l'Algérie.

- **63,9 %** de la consommation d'énergie primaire du pays était satisfaite par du gaz en 2019 ;
- **99,6 %** de la production d'électricité du pays était assurée à partir du gaz en 2019
- La consommation primaire de gaz du pays a progressé de **142 %** entre 2000 et 2019, pour répondre à la croissance de la demande en énergie du pays. .

Le secteur du transport et le secteur résidentiel représentaient les 2/3 de la consommation finale.

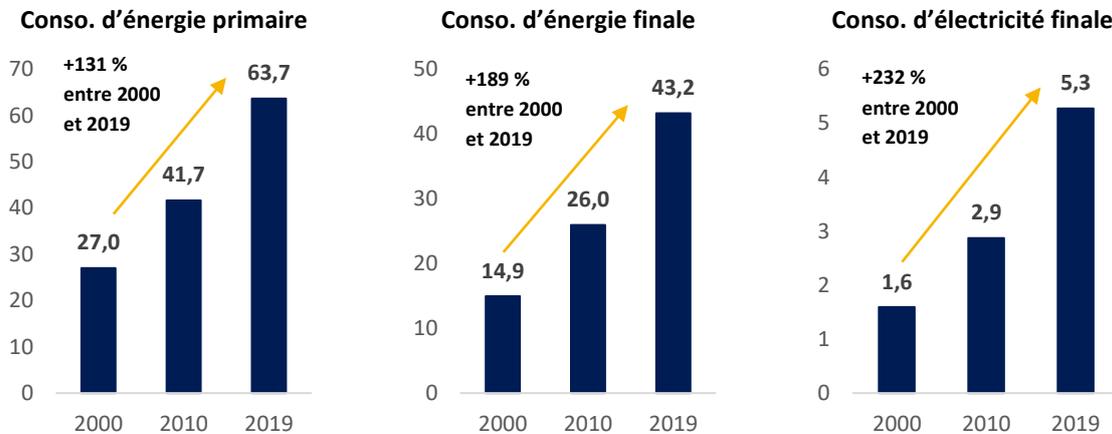
La hausse continue de la consommation nationale en gaz constitue un enjeu stratégique pour l'avenir de l'Algérie.

- Les besoins internes en gaz de l'Algérie pourraient remettre en cause le statut d'exportateur d'énergie du pays.
- Sans changement de politique tarifaire ou de mise en place de capacités de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, la demande de gaz devrait augmenter de plus d'un tiers, par rapport aux niveaux actuels, d'ici 2035.

Les chiffres clés de la consommation d'énergie de l'Algérie

Évolution de la consommation d'énergie de l'Algérie (2000-2019)

Unité : million de tonnes équivalent pétrole



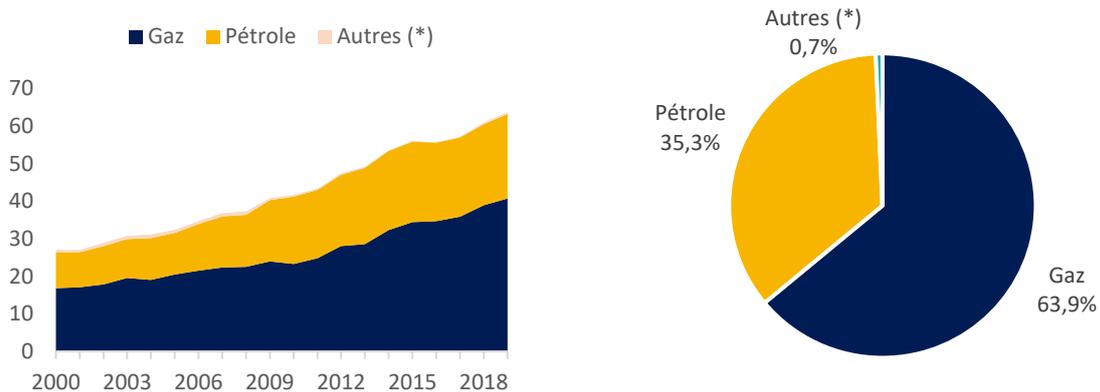
Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

Structure de la consommation d'énergie primaire de l'Algérie (2000-2019)

Unité : million de tonnes équivalent pétrole, part en % du total

Conso. d'énergie primaire par source depuis 2000

Conso. d'énergie primaire par source en 2019



Autres : Charbon et lignite (0,6 %), électricité primaire (0,1 %) en 2019

Traitement OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

Évolution de la consommation d'énergie finale de l'Algérie par secteur (2000-2019)

Unité : million de tonnes équivalent pétrole



(*) Autres secteurs : agriculture, services et non-spécifié

Traitement OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

LES FICHES SUR LE PROFIL ÉNERGÉTIQUE DE L'ALGÉRIE

SOMMAIRE INTERMÉDIAIRE

Les réserves pétro-gazières, en page 10

La production de pétrole et de gaz, en page 11

Le raffinage de produits pétroliers, en page 13

Les exportations de pétrole et de gaz, en page 15

Les principaux acteurs industriels et leurs stratégies, en page 18

LES RÉSERVES PÉTRO-GAZIÈRES

ALGÉRIE

Vue d'ensemble des réserves de pétrole et de gaz de l'Algérie en 2019

Volume	Rang	Part mondiale
12,2 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole <i>(conventional, heavy, shale)</i>	3^e plus importantes réserves de pétrole d'Afrique	0,7% des réserves mondiales prouvées de pétrole
4 504 Gm³ de réserves prouvées de gaz <i>(conventional, shale, coal bed)</i>	2^e plus importantes réserves de gaz d'Afrique	2,1 % des réserves mondiales prouvées de gaz

Note : des doutes existent sur la fiabilité des statistiques officielles. Le niveau des réserves de pétrole et de gaz n'a strictement pas changé depuis une quinzaine d'années. / Traitement : OSFME / Source : Enerdata

Les ressources pétro-gazières de l'Algérie sont dans le sud du pays.

- Elles sont situées dans la région saharienne, loin des centres urbains et industriels, qui sont principalement situés près des côtes.

Les gisements sont reliés à la côte par gazoducs et oléoducs

- Ils permettent d'acheminer la production vers les lieux de consommation ou d'exportation.

L'éparpillement des réserves rend la protection de l'ensemble des infrastructures de production et de transport difficile

- Cf. prise d'otages meurtrière d'In Amenas (BP et Equinor) en janvier 2013.

Les gisements situés loin des infrastructures de transport sont peu ou pas développés.

- Une partie du potentiel pétrolier et gazier de l'Algérie reste sous-exploré.

L'Algérie pourrait disposer des 3^e plus importantes ressources de pétrole et de gaz de schiste au monde.

- L'exploitation de pétrole et de gaz de schiste rencontre une vive opposition de la population, à cause du potentiel impact environnemental sur les rares ressources en eau

LA PRODUCTION DE PÉTROLE ET DE GAZ

ALGÉRIE

Vue d'ensemble de la production de pétrole et de gaz de l'Algérie en 2019

Volume	Rang	Part mondiale
1,44 Mb/j de pétrole produit <i>(crude oil, NGL)</i>	3^e producteur de pétrole d'Afrique	1,4 % de la production mondiale de pétrole
90,5 Gm³ de gaz produit	1^{er} producteur de gaz d'Afrique	2,2 % de la production mondiale de gaz

Traitement : OSFME / Source : Enerdata

La production pétrolière de l'Algérie diminue tendanciellement depuis 2006.

- La production de pétrole de l'Algérie a baissé de 25 % depuis 2005. Toutes les prévisions tablent sur la poursuite de cette tendance à la baisse au cours des 10 prochaines années

Le champ de Hassi Messaoud, en service depuis plus de soixante ans, fournit encore environ un tiers de la production pétrolière du pays.

- Malgré d'importants investissements réguliers pour maintenir le niveau de production, ce champ est dorénavant en déclin.

L'Algérie a favorisé la production de condensats et de GPL.

- Cela lui permet de contourner les quotas imposés par l'OPEP, qui ne portent que sur le pétrole brut.

Le déclin de la production algérienne de gaz naturel semble avoir également débuté.

- Un pic de production a été enregistré en 2016. Des projets sont en cours pour développer de nouveaux gisements dans le sud-ouest du pays et les relier au réseau gazier.

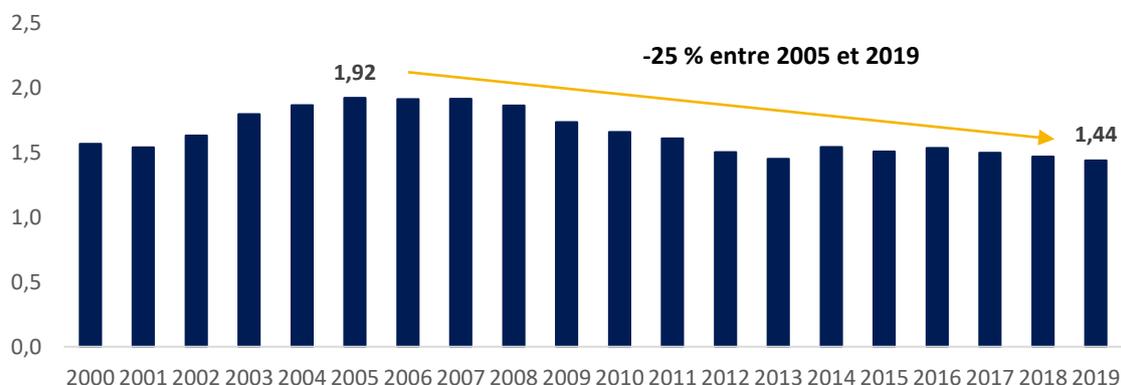
Le champ de Hassi R'Mel constitue le cœur du secteur gazier algérien, d'où près de la moitié du gaz du pays est extrait.

- Un 3^e plan de stimulation du champ est prévu en 2021 et doit en théorie permettre de maintenir le niveau de production actuel pour les 10 prochaines années.

Les chiffres clés de la production pétro-gazière de l'Algérie

Évolution de la production de pétrole (*) de l'Algérie (2000-2019)

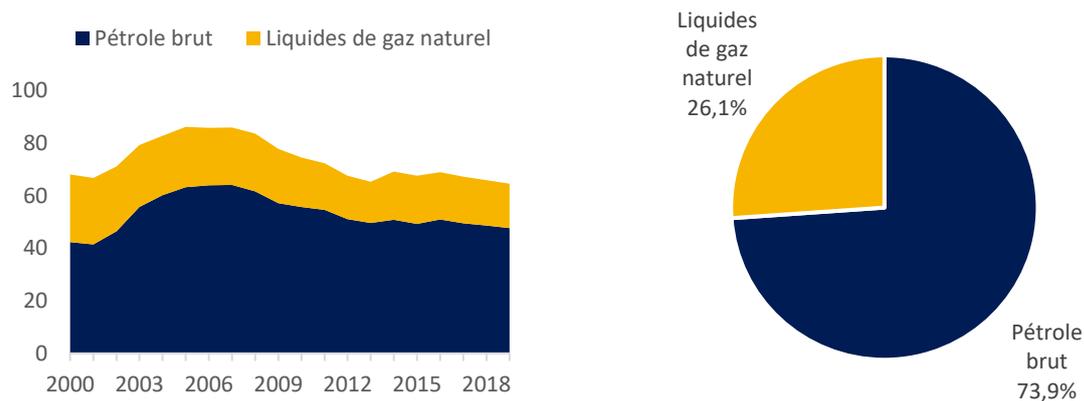
Unité : million de barils par jour



(*) Crude oil, NGL / Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

Structure de la production de pétrole de l'Algérie (2000-2019)

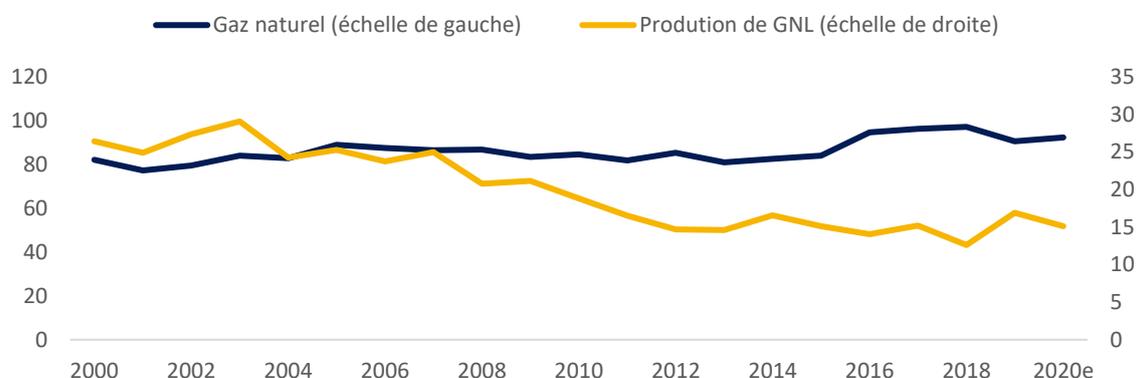
Unité : million de tonnes, part en % du total en 2019



Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

Évolution de la production de gaz naturel et de GNL de l'Algérie (2000-2020)

Unité : milliard de mètres cubes



Données 2020 estimées

Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

LE RAFFINAGE DE PRODUITS PÉTROLIERS

ALGÉRIE

Vue d'ensemble de la production de produits pétroliers de l'Algérie en 2019

Volume	Rang	Part mondiale
37,8 millions de tonnes de produits pétroliers fabriqués (*)	1^{er} producteur de produits pétroliers d'Afrique	0,9 % de la production mondiale de produits pétroliers

(*) Motor gasoline, Diesel and light fuel oil, Heavy fuel oil, LPG, Ethane, Refinery gas, Jet-fuel, Aviation gasoline, Kerosene, Naphtha, Bitumen, White spirit, Lubricants, Paraffin, Petroleum coke

Traitement : OSFME / Source : Enerdata

Sonatrach contrôle le raffinage et la distribution de produits pétroliers en Algérie.

L'Algérie dispose de six raffineries sur son territoire.

- Il y en a cinq pour le traitement du pétrole brut et une sixième pour le traitement des condensats.

Ces infrastructures sont vieillissantes.

- Construites pour la plupart dans les années 1960 et 1970, elles ne permettent plus de répondre à la demande nationale en produits pétroliers, en particulier de carburants pour les transports.

Le pays doit importer de grandes quantités d'essence et de diesel depuis une dizaine d'années.

- Les importations représentaient environ 16 % de la consommation nationale en volume pour l'essence et 5 % pour le diesel en 2019. (Enerdata)

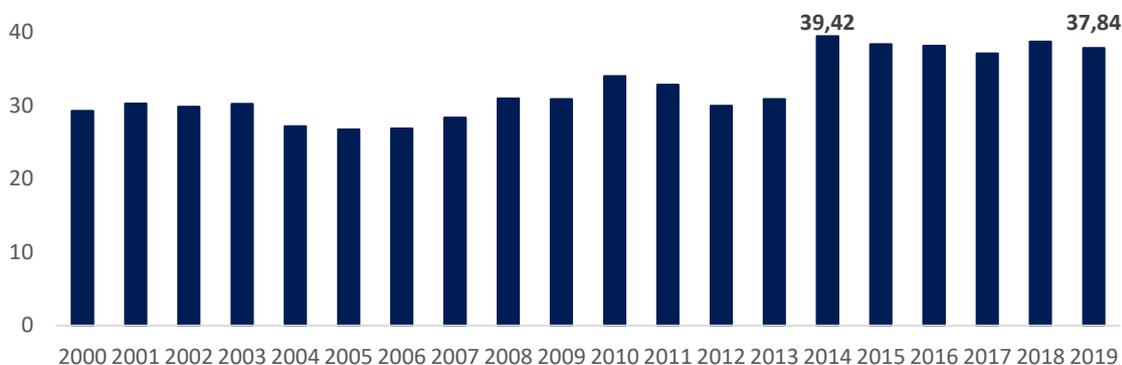
Sonatrach a lancé un projet de construction d'une nouvelle raffinerie à Hassi Messaoud, qui devrait être achevée en 2026.

- Cette raffinerie devra permettre de répondre à la demande en carburant.
- De plus, Sonatrach a racheté la raffinerie d'Augusta, en Sicile (Italie), à ExxonMobil en novembre 2018.

Les chiffres clés de la production de produits pétroliers en Algérie

Évolution de la production de produits pétroliers (*) de l'Algérie (2000-2019)

Unité : million de tonnes

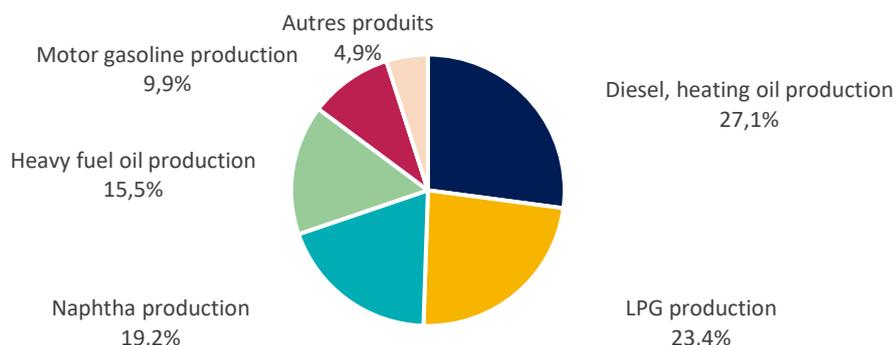


(*) Motor gasoline, Diesel and light fuel oil, Heavy fuel oil, LPG, Ethane, Refinery gas, Jet-fuel, Aviation gasoline, Kerosene, Naphtha, Bitumen, White spirit, Lubricants, Paraffin, Petroleum coke

Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

Structure de la production de produits pétroliers de l'Algérie en 2019

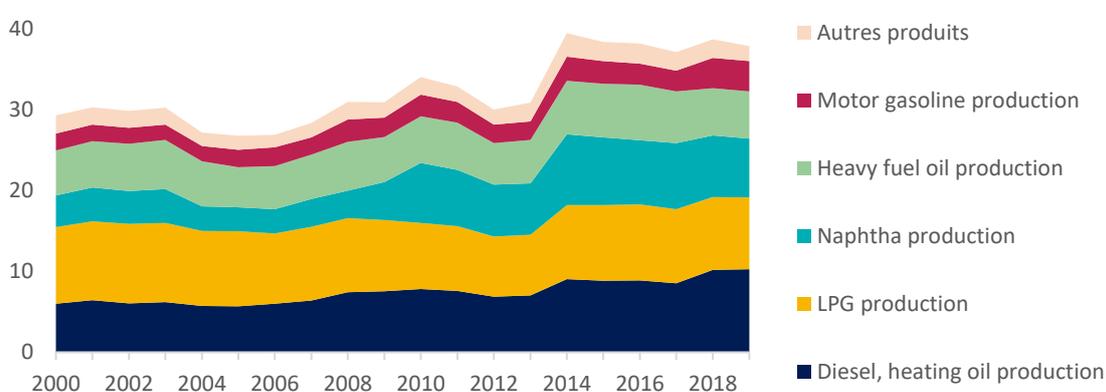
Unité : part en % du total en volume



Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

Structure de la production de produits pétroliers de l'Algérie (2000-2019)

Unité : million de tonnes



Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

LES EXPORTATIONS DE PÉTROLE ET DE GAZ

ALGÉRIE

Vue d'ensemble des exportations de pétrole et de gaz de l'Algérie en 2019

Volume	Rang	Part mondiale
0,59 Mb/j d'exportations de pétrole (<i>crude oil, NGL</i>)	4^e exportateur de pétrole d'Afrique	1,1 % des exportations mondiales de pétrole
42,7 Gm³ de gaz exportés	1^{er} exportateur de gaz d'Afrique	3,2 % des exportations mondiales de gaz

Traitement : OSFME / Source : Enerdata

Les enjeux stratégiques des exportations de pétrole et de gaz de l'Algérie

L'Algérie représente un important exportateur de gaz au niveau mondial.

- Son poids en tant qu'exportateur de pétrole est plus modeste.

Les capacités d'exportation de gaz du pays sont réparties à 60 % environ par gazoduc et 40 % par GNL.

- Au total, l'Algérie disposait de 87,5 Gm³/an de **capacités d'exportation de gaz**.
- Mais ces infrastructures étaient utilisées à moins de 50 % de leurs capacités en 2019

Trois gazoducs reliant l'Algérie à l'Europe

- Le Trans-Méditerranéen aboutit en Italie *via* la Tunisie et la Sicile (33,5 Gm³/an).
- Le Maghreb-Europe relie l'Algérie à l'Espagne *via* le Maroc et le détroit de Gibraltar (11,5 Gm³/an).
- Le Medgaz rejoint directement l'Espagne en passant sous la mer Méditerranée (8 Gm³/an, qui devrait être portée à 10 Gm³/an en 2021).

L'Algérie dispose de 4 terminaux de liquéfaction pour exporter du GNL.

- 3 terminaux sont situés à Arzew (Arzew GL1Z, Arzew GL2Z et Gassi Touil GL3Z), avec une capacité de production de 7,9, 8,2 et 4,7 Mt/a, respectivement.
- Le 4^e terminal se trouve à Skikda et dispose d'une capacité de production de 4,5 Mt/a.

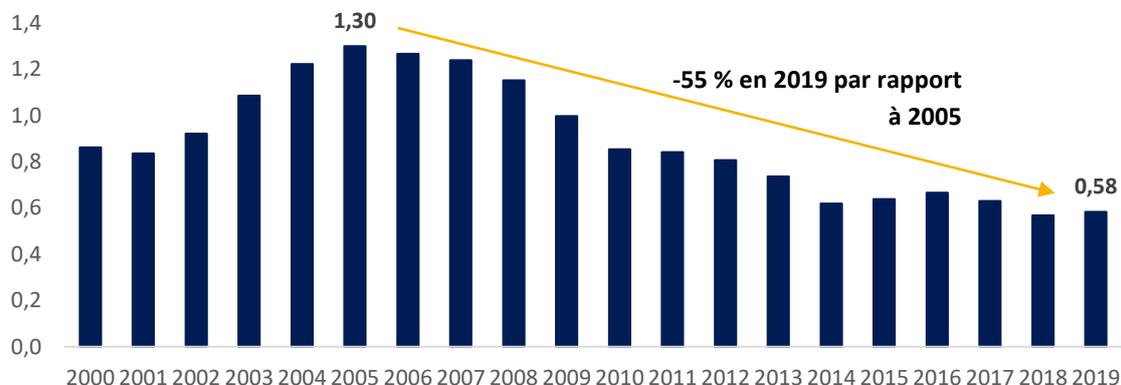
Focus : Les enjeux stratégiques des flux d'exportations de gaz de l'Algérie

- **L'Europe** (Turquie et Royaume-Uni inclus) représente le **premier marché client** du gaz algérien. Le Vieux continent absorbe quasiment la totalité des exportations de gaz du pays.
- Mais **l'Algérie** ne constitue qu'un **fournisseur mineur de gaz pour l'Union européenne**, qui s'approvisionne principalement par la Russie et la Norvège.
- **L'Italie et l'Espagne étaient les deux premiers clients du gaz algérien**, suivis de la Turquie et de la France en 2020.
- L'Algérie a **perdu des parts de marché** importantes sur ses principaux marchés d'exportation de gaz, l'Italie et l'Espagne. La part de marché de l'Algérie sur le marché espagnol n'était ainsi plus que de 31 % en 2019, contre 60 % en 2015.
- Les exportations algériennes de gaz souffrent d'un **manque de compétitivité-prix** face à concurrence des producteurs de GNL, qui proposent un prix spot nettement inférieur au prix de vente du gaz algérien, indexé sur celui du pétrole dans le cadre de contrat de long-terme.
- **Des débats existent sur l'évolution des capacités d'exportation de gaz de l'Algérie au cours des 10 prochaines années.** Selon nos prévisions, fondée sur de informations obtenues au sein de l'industrie algérienne, les craintes concernant la production et les capacités d'exportation sont largement infondées (comme elles l'ont été par le passé). L'Algérie devrait selon toute vraisemblance être capable d'assurer un haut niveau d'exportation au moins jusqu'en 2030.
- La **hausse de la consommation intérieure** et la **stagnation** (voire la diminution) de la **production** nationale réduisent de plus en plus les volumes disponibles à l'export. La consommation intérieure représentait près de 57 % de la production nationale en 2020 (contre 32 % en 2010).

Les chiffres clés des exportations pétro-gazière de l'Algérie

Évolution des exportations nettes de pétrole (*) de l'Algérie (2000-2019)

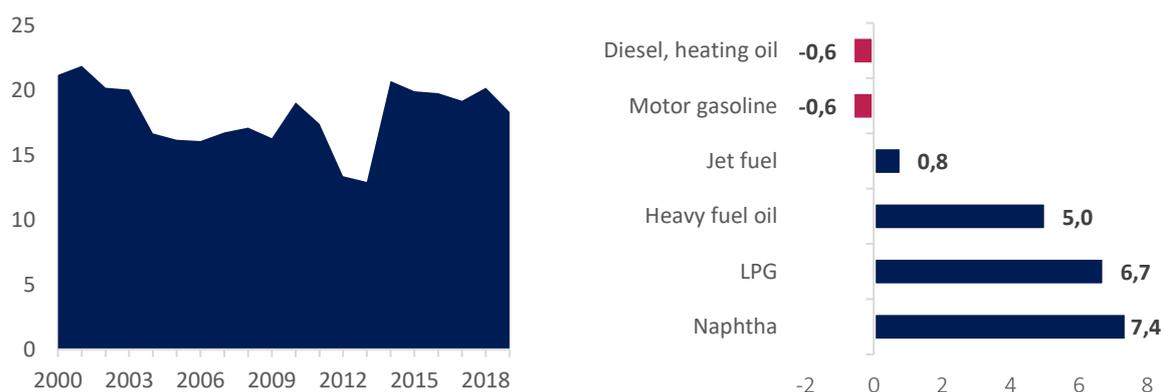
Unité : million de barils par jour (exportation nette = exportation – importation)



(*) Crude oil, NGL / Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

Évolution des exportations nettes de produits pétroliers de l'Algérie (2000-2019)

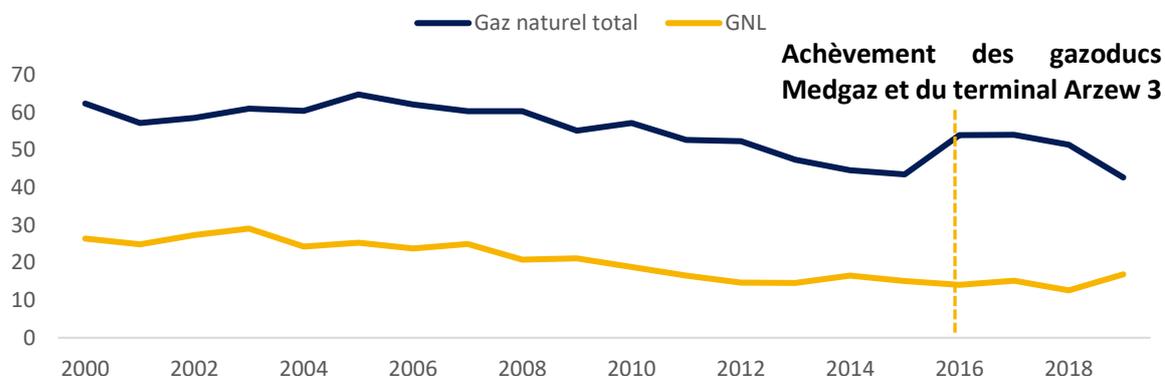
Unité : million de tonnes (exportation nette = exportation – importation), solde en 2019



Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

Évolution des exportations nettes de gaz naturel et de GNL de l'Algérie (2000-2019)

Unité : milliard de mètres cubes



Données 2020 estimées

Traitement : OSFME / Source : Enerdata, dernières données disponibles au 21/06/2021

LES PRINCIPAUX ACTEURS INDUSTRIELS ET LEURS STRATÉGIES

ALGÉRIE

Deux entreprises publiques dominant le secteur de l'énergie en Algérie.

- **Sonatrach** est l'acteur central de la scène pétrolière et gazière du pays et la clé de voûte de l'économie algérienne. Instrument du pouvoir politique devenue au fil des ans la principale « vache à lait » des dirigeants du pays, Sonatrach se trouve, depuis plusieurs années, déstabilisée par une série de scandales de corruption, qui affectent directement sa gouvernance et sa capacité à opérer (8 PDG en 10 ans).
- **Sonelgaz** a la charge de la production et du transport d'électricité, ainsi que de la distribution d'électricité et de gaz.

Les principales compagnies étrangères présentes en Algérie sont européennes.

- L'Italien **ENI** est le mieux implanté en Algérie, grâce à son portefeuille d'actifs pétroliers et un partenariat privilégié avec la Sonatrach pour la gestion des gazoducs d'exportation vers l'Italie.
- **TotalEnergies** dispose d'un portefeuille plus diversifié, avec une participation relativement faible dans le bassin de Berkine.
- **BP** et **Equinor** sont présentes dans les principaux projets de production de gaz exploités à In Salah et In Amenas (sud-est du pays).
- D'autres acteurs sont présents, comme le Britannique Sunny Hill Energy, l'Américain Occidental Petroleum (Oxy), les Espagnols CEPSA et Repsol, ainsi que l'Italien Enel.

Plusieurs instances supervisent et régulent le secteur énergétique en Algérie.

- Le **ministère de l'Énergie et des Mines** fixe les orientations de la politique énergétique et supervise les entreprises publiques d'énergie. Il est responsable de l'approbation des demandes de licence, qui doivent cependant être également examinées par plusieurs autres ministères (dont ceux de la Défense, des Finances, de l'Intérieur, de l'Agriculture, du Tourisme).
- La **Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG)** est responsable de la transparence de ces marchés et des tarifs de transport et de distribution de l'électricité et du gaz. C'est elle qui veille à la réglementation technique, sécuritaire, environnementale et tarifaire, et est responsable de l'attribution des concessions de pipelines.
- L'**Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT)** est le régulateur du secteur amont des hydrocarbures. Elle organise les *rounds* d'attribution des licences, l'administration des contrats pétroliers et gaziers, l'approbation des plans de développement et le recouvrement des redevances.

LES FICHES SUR LES PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUE DE L'ALGÉRIE

SOMMAIRE INTERMÉDIAIRE

La dépendance financière à la rente pétro-gazière, en page 20

La stratégie énergétique nationale, en page 21

LA DÉPENDANCE FINANCIÈRE À LA RENTE PÉTRO-GAZIÈRE

ALGÉRIE

L'Algérie est très dépendante financièrement des revenus d'exportation de pétrole et surtout de gaz.

- Le pays aurait besoin d'un prix du pétrole d'environ 170 dollars par baril en 2021, selon le FMI, pour atteindre l'équilibre budgétaire, soit l'un des prix d'équilibre les plus élevés parmi les exportateurs de pétrole.
- Les **recettes pétrolières** et gazières représentaient la quasi-totalité des revenus d'exportation (entre 90 % et 95 % selon les années), entre 40 % et 60 % du budget de l'État (voire jusqu'à 80 % lorsque le prix du pétrole est très élevé) et entre un quart et un tiers du PIB.

Les finances publiques de l'Algérie sont pénalisées par la faiblesse des cours du pétrole et des volumes d'exportations d'hydrocarbures.

- Les **recettes d'exportation** de l'Algérie ont à peine atteint 20 milliards de dollars en 2020, le plus bas niveau enregistré depuis 2002.
- Le **poids de la dette publique** a fortement augmenté au cours de ces dernières années, pour s'élever à 63,5 % du PIB en avril 2021, contre moins de 10% en 2015, selon le FMI.
- Les **réserves de change** du pays sont tombées à 47 milliards USD en 2020 contre 200 milliards USD en 2013 selon le FMI.

Face à cette crise budgétaire aigüe, le gouvernement tente de réduire ses dépenses.

- Réduction de moitié du budget de Sonatrach, introduction de restrictions à l'importation afin de diminuer le déficit commercial, baisse des dépenses courantes de 30 %, report de projets d'infrastructures, notamment la construction de centrales électriques).
- Cette cure d'austérité et la baisse d'investissements essentiels sont d'autant plus délicates politiquement qu'elles vont à l'encontre des **attentes sociales** portées par les manifestants du Hirak.

Le pays pourrait être rapidement obligé de faire appel à des soutiens financiers étrangers.

- La Chine pourrait exploiter la situation pour accroître son influence dans la région. Mais les investissements de la Chine en Algérie ont fait déjà l'objet de nombreuses critiques (manque de transparence, retards importants, arrivée massive de travailleurs chinois).
- Une autre solution pourrait venir de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui a approuvé le 14 juillet 2020 l'adhésion de l'Algérie, ouvrant ainsi la voie pour que le pays puisse bénéficier à terme des financements de l'institution.

LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE NATIONALE

ALGÉRIE

La législation pétrolière a connu plusieurs évolutions majeures depuis la nationalisation du secteur en 1971.

- Ces évolutions reflètent les hésitations des gouvernements sur l'attitude à adopter vis-à-vis des investisseurs étrangers.
- Les entreprises étrangères sont perçues tantôt comme des obstacles à la souveraineté du pays, tantôt comme des partenaires indispensables pour dynamiser l'exploration et la production.

L'Algérie a besoin d'attirer les investisseurs étrangers pour relancer les activités pétro-gazières du pays.

- Les activités d'exploration sont une priorité pour palier au déclin des réserves.
- La compagnie nationale Sonatrach n'est plus en mesure de financer les investissements nécessaires ne serait-ce qu'au maintien des niveaux de production.

Une nouvelle législation sur les hydrocarbures a été adoptée fin 2019 (loi 19-13).

- La loi 19-13 a pour objectif de rendre le système fiscal et contractuel plus flexible et attractif auprès des investisseurs étrangers.
- Cette révision aligne la fiscalité pétrolière de l'Algérie sur celles d'autres pays pétroliers équivalents (royalties, taux d'impôt sur le revenu, taxe pétrolière).

L'adoption de ce nouveau cadre législatif a relancé l'attractivité du secteur pétro-gazier algérien.

- Sonatrach a signé 14 protocoles d'accord (MoU) avec des compagnies internationales depuis début 2020, dont le Français TotalEnergies, l'Italien ENI, les Américains Chevron et ExxonMobil, les Russes Lukoil et Zarubzhneft, le Turc TPAO, l'Espagnol Cepsa, le Chinois Sinopec, le Norvégien Equinor, ou encore l'autrichien OMV

2 autres obstacles doivent être levés pour soutenir les investissements étrangers dans le secteur pétro-gazier en Algérie.

- La législation algérienne impose une règle dite des 51/49, qui limite les participations étrangères dans les co-entreprises avec Sonatrach à 49 %.
- L'environnement des affaires demeure très difficile et les complications administratives retardent généralement les projets de plusieurs années voire décennies.
- La sanction contre Sunny Hill par Sonatrach en avril 2021, qui a été interprétée comme une expropriation par l'entreprise britannique, a envoyé un très mauvais signal aux investisseurs étrangers que l'Algérie a pourtant désespérément besoin d'attirer.



Observatoire
de la sécurité des flux
et des matières énergétiques

RAPPORT #8 – Juin 2021

LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE DU NORD : ALGÉRIE, ÉGYPTE, LIBYE

Par

Luca BACCARINI

Philippe COPINSCHI

Manfred HAFNER

Nour HEDJAZI

Pierre LABOUÉ

L'**Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques** est coordonné par l'Institut de relations internationales et stratégiques (**IRIS**), en consortium avec **Enerdata** et **Cassini**, dans le cadre d'un contrat avec la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (**DGRIS**) du ministère des Armées.

Au travers de rapports d'études trimestriels, de séminaires et de travaux cartographiques, l'objectif principal de cet observatoire consiste à analyser les stratégies énergétiques de trois acteurs déterminants : la **Chine**, les **États-Unis** et la **Russie**.

Le consortium vise également à :

- Proposer une vision géopolitique des enjeux énergétiques, en lien avec les enjeux de défense et de sécurité ;
- Croiser les approches : géopolitique, économique et sectorielle ;
- S'appuyer sur la complémentarité des outils : analyse qualitative, données économiques et énergétiques, cartographie interactive ;
- Réunir différents réseaux : académique, expertise, public, privé.

L'Observatoire est coordonné par Pierre Laboué, chercheur à l'IRIS, et rassemble une équipe d'une vingtaine de chercheurs et professionnels.

© DGRIS – Juin 2021

